

**CONFERENCE REGIONALE SUR LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DU
SECTEUR DES SERVICES ET DE LA CROISSANCE TIREE PAR LE COMMERCE
EN AFRIQUE**

Organisée par la CNUCED en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine (CUA) et
la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Addis-Abeba, Ethiopie - 12-13 septembre 2013

Agenda Provisoire

Jeudi 12 septembre 2013	
8:30-9:00	Enregistrement
9:00-9:15	Session d'ouverture <ul style="list-style-type: none">• Remarques de bienvenue par le Gouvernement d'Ethiopie• Remarques initiales par la CNUCED, CUA, et CEA
9:15-10:30	Session I - Le développement durable et la création d'emplois par le secteur des services <p>Cette session mettra l'accent sur les gains de développement qui peuvent être dérivés du développement et de l'expansion du secteur des services des pays africains. Il examinera en particulier les conditions qui permettront aux services de jouer leur rôle de catalyseur de la croissance économique et d'intrants clés dans les secteurs agricole et manufacturier. L'importance de l'accès aux services de base pour progresser dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment par la fourniture de services tels que l'eau potable et les services d'assainissement, l'énergie, la santé, l'éducation et les services environnementaux, sera également mis en évidence. Enfin, l'importance du secteur des services et du commerce des services pour les stratégies nationales visant à promouvoir la création d'emplois sera débattue.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none">• Quelles tendances voit-on dans le secteur des services? Où sont les pôles de croissance émergents?• Quels sont les canaux de transmission de la croissance économique dans divers secteurs de services?• Est-ce que le rôle des services comme intrants dans les secteurs agricole et manufacturier augmente?• Dans quelle mesure les services contribuent-ils à la création d'emplois? Quelles sont les compétences requises pour le développement d'une économie de services dynamique?• Dans quelle mesure les services contribuent-ils à la réduction de la pauvreté et

	l'accroissement du bien-être?
10:45-12:00	Pause-café
	<p>Session II - Le commerce des services en l'Afrique: principales opportunités et principaux défis</p> <p>Cette session abordera les opportunités et les défis du commerce des services en l'Afrique. En plus de présenter des données sur les flux existants dans les services, la séance portera sur le rôle des facteurs tels que les initiatives d'intégration régionale et les chaînes de valeur mondiales de ces flux. Une attention particulière sera consacrée à l'importance des modes spécifiques d'approvisionnement dans les flux commerciaux de services.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est l'état des services en Afrique? • Quelle est la part du commerce des services des pays africains avec des pays tiers et comment cette part a-t-elle évoluée au fil des ans? • Quelles sont les principales tendances du commerce des services inter et extra africains? • Quelles sont les principales possibilités d'expansion du commerce des services africains, y compris dans les services des chaînes de valeur? • Comment les défis rencontrés par les exportateurs varient-ils par rapport au commerce des services extra et intra-africain? • Comment les pays africains peuvent-ils exploiter le commerce des services à travers les différents modes de fourniture de services?
12:00-13:30	Déjeuner
13:30-15:00	<p>Session III - Les Revues des Politiques dans le domaine des Services (RPS) du Lesotho, du Rwanda et de l'Ouganda</p> <p>Cette session présentera les principales conclusions des RPS pour les trois pays africains. Les experts décriront l'examen des cadres économiques, réglementaires et politiques, et institutionnels qui ont été réalisés pour chaque pays. Les présentations mettront en évidence certains des points communs dans les questions spécifiques sectorielles rencontrées par ces pays, en particulier dans les secteurs couverts par plus d'un RPS (par exemple, services d'assurance et financiers, services TIC et services touristiques). Les recommandations élaborées en consultation avec les parties prenantes pour combler les lacunes et les insuffisances identifiées par les RPS, ainsi que les recommandations pour promouvoir davantage les réformes dans les secteurs des services seront présentées.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les principales politiques réglementaires et principaux défis institutionnels auxquels sont confrontés les trois pays bénéficiaires des RPS à l'égard de leurs économies de services? • Quelles sont les tendances et les défis émergents dans les secteurs de services spécifiques?

	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les leçons que ces pays ont retenues de l'examen des meilleures pratiques et des évolutions dans d'autres pays? • Quelles sont les principales recommandations pour l'amélioration de la contribution du secteur des services à la réalisation des OMD et l'intensification des échanges des services? • Que pouvons-nous apprendre des RPS sur comment gérer l'interface entre la politique commerciale, la politique sectorielle et des politiques économiques et sociales plus générales?
15:00-15:15	Pause-café
15:15-16:30	<p>Session III (continuation) - Les Revues des Politiques dans le domaine des Services (RPS) du Lesotho, du Rwanda et de l'Ouganda</p> <p>Cette session examinera comment promouvoir une meilleure et holistique compréhension du secteur des services et de la capacité à identifier et à tirer parti des débouchés commerciaux des services comme moyen de promouvoir le développement du secteur. Un accent particulier sera mis sur l'importance de la mise en place des politiques, des cadres réglementaires et institutionnels, ainsi que les stratégies pour le développement du secteur des services. Les représentants du Lesotho, du Rwanda et de l'Ouganda feront part de leurs expériences dans la réalisation des RPS.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les stratégies des pays pour coordonner les politiques commerciales avec les réformes réglementaires et d'autres objectifs de politiques économiques? • Quel rôle les RPS jouent-ils dans les stratégies de services globales des bénéficiaires? Dans quelle mesure cet outil et d'autres promus par les partenaires au développement travaillant dans la pratique sont-ils utiles? • Quels sont les défis posés par la diversité des secteurs des services et l'enchevêtrement complexe des institutions impliqués dans l'élaboration des politiques du secteur des services?

Vendredi 13 Septembre 2013	
9:00-10:30	<p>Session IV - Relever les défis de la formulation et la mise en œuvre des politiques pour les services</p> <p>Cette session se concentrera sur le processus visant à traduire les politiques de développement relatives au secteur des services et de commerce des pays en mesures concrètes. Elle portera sur les raisons multiples (y compris les non-concordances entre les politiques choisies et la situation du pays, les ressources humaines, institutionnelles et financières limitées, etc...) des écarts, qui sont souvent observées entre ce qui était prévu et ce qui s'est effectivement produit à la suite d'une politique de développement. Elle portera notamment sur la mesure dans laquelle les intervenants sont impliqués avec succès dans l'élaboration des politiques et la préparation des négociations commerciales relatives aux</p>

	<p>services. Les participants discuteront des exemples de collaborations fructueuses, mais aussi des lacunes et des propositions de moyens novateurs pour renforcer davantage le rôle des consultations multipartites dans la formulation des politiques des services connexes, de leur mise en œuvre et de leur examen. Quelques suggestions seront faites sur la façon dont les pays peuvent améliorer la mise en œuvre des politiques.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les facteurs clés et les outils essentiels pour assurer le succès et la durabilité de la mise en œuvre des politiques des services? • Comment les pays ont-ils surmonté le manque de ressources pour mener à bien ces politiques? • Les parties prenantes africaines sont-elles suffisamment impliquées dans l'élaboration des politiques du secteur des services et des négociations commerciales sur les services? Y a-t-il des différences entre leur implication dans l'élaboration des politiques et leur implication dans les négociations commerciales? • Existe-il des initiatives réussies / novatrices qui pourraient être reproduites? • Quels outils peuvent être utilisés pour promouvoir la confiance entre les différents acteurs impliqués? • Y a-t-il des spécificités dans la mise en œuvre des politiques pour le secteur des services?
10:30-10:45	Pause-café
10:45-12:00	<p>Session V - Un agenda africain pour le développement du secteur des services et le commerce des services?</p> <p>Cette session présentera une vision pour le développement des services et du commerce des services en Afrique. Les besoins spécifiques connexes du continent, notamment en termes de ressources en infrastructure, en investissement et en capital humain, seront présentés. En outre, des suggestions sur la façon de répondre à ces besoins et de promouvoir la fourniture de services et des capacités d'exportation seront discutés.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les causes sous-jacentes de la réussite ou de l'échec dans le développement des services? • Les défis du développement de services et les opportunités en Afrique sont-ils similaires à ceux des autres régions en développement? • Quelle est la vision du continent pour le commerce des services intra-africains? • Le processus visant à l'établissement d'un accord de libre-échange continental et à stimuler le commerce intra-africain est-il adéquat pour les questions relatives aux services? • Comment les négociateurs peuvent-ils assurer que les accords commerciaux facilitent et renforcent les réformes des services nationaux et régionaux plutôt que de les entraver? • Quel est le rôle des institutions africaines dans la promotion du développement du secteur des services et le commerce des services?
12:00-	Déjeuner

13:30	
13:30-15:00	<p>Session VI - Le rôle des partenaires au développement et des bailleurs de fonds, y compris la promotion de la cohérence et de la coopération</p> <p>Cette session examinera le rôle des partenaires au développement et des donateurs dans la promotion de la croissance économique et du développement durable par le secteur des services aux niveaux national et régional. En outre, leur rôle dans le soutien à la participation accrue des pays en développement et des pays moins avancés africains dans le commerce des services sera présenté. En particulier, la présentation et la discussion qui suit cherchera à proposer des mécanismes pour assurer la cohérence dans la coopération tant entre les parties prenantes impliquées dans les activités soutenues par les partenaires au développement et des bailleurs de fonds ainsi que dans la coordination entre ces derniers afin de maximiser les avantages de l'appui fourni.</p> <p>Questions pour la discussion:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce l'appui des donateurs / des partenaires au développement au secteur des services est considéré adéquat pour répondre aux besoins? • Quelles sont les conditions préalables à l'assistance technique et l'appui des donateurs pour promouvoir le développement par le secteur des services? • Les structures nationales pour coordonner la réception de services d'assistance technique liée au commerce sont-ils nécessaires? • Les mécanismes de coordination entre les bailleurs de fonds sont-ils nécessaires et faisables?
15:00-15:15	Pause-café
15:15-16:30	<p>Session VII - Séance de clôture</p> <p>Cette session proposera des recommandations visant à promouvoir le développement du secteur des services et la croissance tirée par le commerce pour la considération des participants. Afin d'aider tous les participants à identifier les domaines dans lesquels ils ont un rôle particulier à jouer, ces recommandations seront classés en trois catégories, à savoir: i) les sujets de recherche et d'analyse futurs, ii) les sujets pour lesquels un consensus au niveau régional ou continental seraient souhaitables, et iii) les besoins d'assistance technique.</p>